

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

GSSA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 114 Février 2018

# une Suisse sans armée



L'initiative populaire fédérale

## «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre»

- combat les déplacements forcés de populations
- contribue à un monde plus pacifique
- protège la neutralité de la Suisse
- est la condition pour une politique de sécurité nationale et d'une politique extérieure crédible
- concrétise le pouvoir de codécision sur la richesse nationale

**SIGNEZ MAINTENANT!**

D'autres listes de signature peuvent être commandées sur:  
[www.commercedeguerre.ch](http://www.commercedeguerre.ch), [initiative@kriegsgeschaefte.ch](mailto:initiative@kriegsgeschaefte.ch)  
Bündnis für ein Verbot von Kriegsgeschäften,  
Postfach 1515, 8031 Zürich  
Dons: IBAN CH11 0900 0000 6134 2290 4



GAS/ECR/ICR

Nicht frankieren  
Ne pas affranchir  
Non affrancare

50656372  
000001



DIE POST

**Continue à récolter  
et à nous envoyer  
des signatures !**

e populaire fédérale

la Feuille fédérale le 11.04.

tion fédérale et conformément

on est modifiée comme suit:

rdiction de financer les prod

nt des producteurs de matéri

e publique et de la prévoya

producteurs de matériel de g

atériel de guerre. Les équip

ondantes, ne sont pas consi

ancement d'un producteur d

ducteur de matériel de guerre

ipation dans un producteur de

arts de produits financiers, con

nement des produits de placem

engagement sur le plan national et

ances.

lecteurs ayant le droit de vote

r main. Celui qui se rend coup

unissable selon l'article 281 r

Prénoms

(en main p

thoud

icolet

noz

Jea

Mer

Célin

la récolte des signatures: 11.10.2018

auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote: Maria Ackermann,

o Barrile, Sihlquai 282, 8005 Zürich, Sebastian Büchler, Kreuzwiesen 9, 8051 Zürich, Michael Christen, Hauptstrasse 3, 3475 Riedwil, Daniela Fischer, Bremgartenstrasse 142, 8900

3 Rotkreuz, Tamara Funciello, Bürglenstrasse 50, 3006 Bern, Balthasar Giättli, Höggerstrasse 148, 8037 Zürich, Amanda Isset, Rue des Parcs 15, 2000 Neuchâtel, Eva

nschwilerstrasse 3, 5610 Wohlen, Josef Lang, Blumenbergstrasse 42, 3013 Bern, Lewin Lempert, Müllerstrasse 48, 8004 Zürich, Tobias Schnebli, Rue de Bâle 17, 3000

ne, Lisa Mazzone, Rue Jean-Charles Amat 24, 1202 Genève, Kevin Morisod, Route de Vasseroule 58, 1868 Colombey, Youniss Mussa, Rue de la

Schmid, Champagnelallee 31, 2502 Biel, Judith Schmutz, Wydemattweg 16, 6026 Rain, Tobias Schnebli, Rue de Bâle 17, 3000

3004 Bern, Natascha Wey, Mutschellenstrasse 44, 8002 Zürich, Laura Würslin, Kirchstrasse 148, 3004

file que les (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms

ans la commune susmentionnée et y exercent leurs fonctions

Signature manuscrite

Gem. de

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

Signature

## Editorial

Chère lectrice, cher lecteur,

Nous avons terminé l'année 2017 avec un succès lucernois dans notre lutte contre le commerce de guerre (p. 3) et c'est un peu plus fort-e-s que nous démarrons l'année 2018. Et nous aurons bien besoin de cette force au vu des enjeux qui nous attendent : les attaques de toutes parts contre le service civil continuent, dans le futur les femmes devront participer à une journée d'information obligatoire sur l'armée et les défenseurs des avions de combat ne se reposent pas sur leurs lauriers (p. 4). L'anti-militarisme était (p. 5) et reste (p. 3) important. Cela vaut aussi pour la récolte de signatures! Il y a un peu moins d'un an, nous avons lancé l'initiative contre le commerce de guerre – qui entre maintenant dans sa phase finale (p. 2).

La militarisation, la guerre et la paix sont les sujets discutés dans la dernière édition du magazine *Widerspruch* (ndlt : contradiction), avec des contributions de membres du GSsA (p.5). Nous nous pencherons également sur la cyberguerre (p. 6) et l'utilisation de drones dans le contexte de guerre (p. 7).

Finalement, nous ferons le point sur quelques changements internes : notre nouveau site internet et le développement de l'équipe du secrétariat de Genève. Vous pourrez faire la connaissance de la nouvelle et du nouveau secrétaires lors de la Marche de Pâques et de l'assemblée générale (p. 2).

Nous vous souhaitons une excellente lecture,  
Judith Schmid et toute l'équipe de rédaction

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Invitation à la 37ème assemblée générale ordinaire du GSsA

Nous échangeons une année d'activisme intense contre une nouvelle année d'activisme intense ! Lors de l'assemblée générale, nous reviendrons sur l'année écoulée, placée sous le signe de la récolte de signatures, et tracerons les grandes lignes de l'opposition à l'achat de nouveaux avions de chasse. Rejoins-nous le 15 avril à Soleure et décide avec nous de ce qui se passera en 2018! *Eva Krattiger*

Il y a un an, nous avons décidé de lancer l'initiative contre le commerce de guerre. Depuis, beaucoup de choses se sont passées. Nous avons investi plusieurs milliers d'heures dans la rue à récolter des signatures, nous avons discuté de nos idées avec beaucoup de gens et présenté l'initiative lors d'un grand nombre d'événements. Ce projet, élaboré et discuté par un petit groupe de personnes puis amélioré et testé par un comité plus large, est finalement devenu un petit mouvement soutenu par des activistes des quatre coins de la Suisse. Lors de l'assemblée générale de cette année, nous reviendrons sur l'année passée,

année lors de laquelle le GSsA a montré une fois de plus qu'il était capable de réaliser un projet d'initiative avec une vaste base composée de bénévoles.

Loin de nous l'idée de nous reposer sur nos lauriers! Nous voulons voir ce que 2018 nous réserve et quels projets nous voulons implémenter. Lors de l'assemblée générale à venir, nous déciderons si nous voulons lancer un référendum ou, s'il s'avère que cela n'est pas possible, une initiative, contre l'acquisition des nouveaux avions de chasse. Nous discuterons également de mesures pour combattre les attaques des partis bourgeois contre le service civil. Rejoins-nous et participe toi aussi à ces décisions!

Pour vous inscrire à l'assemblée générale du GSsA, envoyez un mail dès que possible à [gsoa@gsoa.ch](mailto:gsoa@gsoa.ch). L'assemblée aura lieu le 15 avril, comme toujours au restaurant Kreuz à Soleure, et durera de 11h15 à 16h. Le programme détaillé de la journée sera publié deux semaines avant l'assemblée générale sur [www.gsoa.ch](http://www.gsoa.ch). La restauration sur place est offerte.

### INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

## Dernière ligne droite sous le soleil printanier

(sb) Comme on s'y attendait, la période des fêtes et le froid hivernal n'ont pas été aussi propices à la récolte de signatures que la douceur estivale. Il n'a pas été simple pour les bénévoles de défier la météo, et leurs sourires chaleureux n'ont pas toujours pu motiver les passant-e-s à s'arrêter. Les récoltes ont néanmoins continué et nous avons actuellement un total de 70'000 signatures. Contrairement à des comités d'initiative d'autres camps poli-

tiques, nous refusons de faire appel à des personnes rémunérées pour récolter des signatures et préférons utiliser les dons de façon plus adéquate. Nous avons besoin de votre aide pour que cela reste ainsi! Demandez à vos familles et à vos ami-e-s s'ils et elles ont déjà signé ou contactez-nous et nous irons ensemble dans la rue récolter des signatures. Nous ne sommes pas loin de notre but : atteindre les 100'000 signatures avant l'été!

### MOUVEMENT PACIFISTE

## Marche de Pâques

Un monde plus pacifique grâce à un système économique plus équitable : voilà le thème de la Marche de Pâques qui aura lieu traditionnellement à Berne le 2 avril 2018. Depuis 2003, le GSsA participe à l'organisation de la manifestation. Mais les origines du mouvement remontent à plus loin. *Judith Schmid*

Nous ne pouvons vivre ensemble en paix si notre richesse est basée sur le fait que, de l'autre côté du monde, des gens travaillent dans des conditions que nous n'accepterions jamais pour nous-même. Dans le monde entier, des gens sont exploités sans scrupules, leur environnement et l'environnement en général est pollué et détruit afin de nous permettre de vivre dans l'abondance. La paix ne signifie pas seulement l'absence de guerre, ; elle demande que nous créions un système économique plus équitable. C'est pour cela que nous manifesterons le lundi de Pâques sous la devise « Commerce équitable pour la paix ». Ce sera le 16ème Lundi de Pâques de suite qu'un grand groupe coloré marchera du Eichholz à la Münsterplatz. L'occasion ici de revenir sur les origines de la Marche de Pâques, qui remontent au milieu du siècle passé, et de fêter un petit jubilé.

### 60 ans de marches pour la paix

Il y a exactement 60 ans en Grande-Bretagne, environ 10'000 personnes se sont réunies pour la première fois à Pâques pour protester contre l'armement nucléaire. Leur marche marque le début d'un mouvement international durable. La manifestation avait été organisée par l'organisation Direct Action Committee Against Nuclear War (DAC) et la Campaign for Nuclear Disarmament (CND).

Vendredi Saint, 1958 : environ 700 personnes se rassemblent à Londres. Leur but : se rendre au centre de recherche pour les armes nucléaires situé près du village d'Aldermaston, à quelque 87 kilomètres à l'ouest de Londres. La procession aura duré quatre jours, aussi longtemps que le week-end prolongé. Le choix de la date n'avait aucune motivation religieuse.

Malgré le mauvais temps, toujours plus de personnes ont rejoint les manifestant-e-s

cours de marche. Lors de la manifestation finale, le lundi de Pâques, environ 10'000 personnes étaient rassemblées et protestaient de toutes leurs forces contre l'armement nucléaire de la Grande-Bretagne : «Ban the Bomb, ban the Bomb!».

### Les premières Marches de Pâques en Suisse

La manifestation pacifique s'est répétée pour la première fois en 1959, puis l'idée s'est répandue dans toute l'Europe occidentale. Cinq ans plus tard, les premières Marches de Pâques ont été organisées en Suisse, d'abord de Lausanne à Genève, puis de Olten à Bâle, de Winterthur à Schaffhouse et de Bienne à Berne. Ces manifestations pour la paix auront été organisées sous cette forme pendant plusieurs années avant de tomber dans un sommeil profond.

Les marches pour la paix ont repris en Suisse, ou plutôt à proximité de la Suisse, au cours des années 80. En 1982, des protestations ont lieu dans le Dreieckland, près de Bâle, contre le stationnement de missiles nucléaires en Allemagne. Du milieu des années 80 jusqu'au début des années 2000, treize marches seront organisées dans la région du Lac de Constance près de Lindau.

### La Marche de Pâques à Berne

En 2003, peu de temps après l'invasion de l'Irak, illégale du point de vue du droit international, par les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres États, plusieurs pacifistes suisses se sont réunis-e-s une nouvelle fois pour une procession commune. Cette fois-ci, leur slogan était «La paix dans le monde est possible.» Environ 1000 personnes arborant des drapeaux pour la paix et des bannières ont participé à cette balade du Eichholz au Münsterplatz. La Marche de Pâques de Berne a eu lieu chaque année depuis ce fameux printemps.

Dans la région du Lac de Constance, les Marches de Pâques ont également repris en 2009 – d'abord du côté suisse, puis dans le Dreiländereck. Cette année, le thème du Friedensweg du Lac de Constance est «Argent. Pouvoir. Guerre - Dialogue. Pouvoir. Paix.». Les participant-e-s se réuniront à 11h sur la Place de la Gare à Bregenz. Plus d'informations sur [www.bodensee-friedensweg.org](http://www.bodensee-friedensweg.org).

Rassemblement sur le Trafalgar Square à Londres, le Vendredi Saint avant la Marche de Pâques de 1958.



### 16ème Marche de Pâques à Berne Commerce équitable pour la paix

- 13h :** Départ du Eichholz, au bord de l'Aare (Tram n°9 depuis la gare direction «Wabern» jusqu'au terminus)  
**14h30 :** Rassemblement final sur la Münsterplatz avec, entre autres, Danièle Gosteli, une animation musicale de Olgas Bagasch et un bon repas jurassien

Plus d'informations : [ostermarschbern.ch](http://ostermarschbern.ch)

COMMERCE DE GUERRE

## Succès du GSsA à Lucerne

Fin 2017, la caisse de pension de la ville de Lucerne a réagi à l'initiative communale pendante de l'alliance lucernoise contre le commerce de guerre en étoffant son règlement de placement. Cette nouvelle version interdit désormais les investissements dans des entreprises produisant des armes proscrites au niveau international. *Lewin Lempert*

En automne 2016, une alliance composée du GSsA Lucerne, du PS, de la Jeunesse Socialiste et des Jeunes Vert-e-s a remis à la chancellerie municipale plus de 700 signatures en faveur d'une politique de placement durable de la caisse de pension de la ville de Lucerne. L'initiative communale demandait que la caisse ne place plus d'argent dans des entreprises qui fabriquent des armes proscrites au niveau international – c'est à dire les armes atomiques, les armes à sous-munitions, les mines antipersonnel ainsi que les armes biologiques ou chimiques. Cette initiative a également servi de test pour l'initiative populaire contre le commerce de guerre, lancée le 11 avril 2017. Le gouvernement de la ville de Lucerne a refusé pendant longtemps de prendre en considération l'initiative. Cependant, fin décembre, grande surprise : la caisse de pension de la ville publie sur son site internet un message, d'apparence insignifiante, stipulant que le règlement de placement, et plus précisément les critères de durabilité, avait été révisé. Ce règlement stipule dès lors que : «La caisse exclut les entreprises actives dans des domaines

proscrits par des conventions ou des contrats internationaux ratifiés par la Suisse (notamment les armes atomiques, bactériologique, chimiques, les armes à sous-munitions ainsi que les mines antipersonnel).» Ce nouveau passage correspond au texte de l'initiative lucernoise contre le commerce de guerre, qui a ensuite été retirée par le comité d'initiative. C'est donc sans vote populaire qu'une initiative du GSsA a été mise en œuvre dans un canton de Suisse centrale réputé conservateur. Après le retrait et la mise en œuvre de l'initiative, la «Luzerner Zeitung» titrait : «Succès du GSsA à Lucerne».

### Pas un cas isolé

Le succès lucernois n'est pas un cas isolé. Depuis que le GSsA a mis le sujet des investissements dans les entreprises productrices de matériel de guerre sur le tapis, plusieurs caisses de pension ont durci leurs politiques de placement. La caisse de pension de la ville de Zurich en est un exemple. Celle-ci a adapté sa politique d'exclusion après des discussions, entre autres avec le GSsA. Alors que la caisse zurichoise excluait auparavant 30 entreprises de son univers de placement, ce nombre s'élève aujourd'hui à 79, la plupart en raison de production d'armes. La caisse de pension du canton de Berne (CPB), quant à elle, exclut dès à présent quelques producteurs d'armes atomiques. Le «Bund» écrivait à ce propos : «Le refus de la CPB d'investir directement semble suivre une tendance, dont l'initiative populaire du GSsA est probablement à l'origine.»

Le «Bund» surenchérit début janvier avec un autre article dans lequel il est question de certaines banques privées qui ont décidé d'exclure le matériel de guerre de leur portfolio. Il s'agit là d'une réaction à une nouvelle sensibilité mise en place par l'initiative contre le commerce de guerre. Mais il ne faut pas croire que tout va bien pour autant, car beaucoup d'argent suisse est encore utilisé à des fins belliqueuses. Les deux plus grandes banques suisses, le Crédit Suisse et l'UBS, n'ont pas souhaité réagir aux questions des journaux et semblent se moquer des placements durables. L'initiative contre le commerce de guerre est la seule solution viable à ce problème. J'appelle donc les lectrices et les lecteurs de cet article à récolter quelques signatures parmi leurs proches, afin que nous puissions renforcer la tendance qui consiste à créer une politique financière et de placement sans armes!

### Félicitations à BIC

(js) Gregor l'arme aventureuse a provoqué quelques instants de confusion chez le producteur de notre nouveau briquet à son effigie. En effet, le service juridique de l'entreprise n'a autorisé la production de notre commande qu'après que nous ayons stipulé, par écrit, que nos intentions étaient pacifiques et que nous rejetions la guerre et l'armement. Nous n'avons pas pu réprimer un sourire en coin, mais félicitons bien entendu l'entreprise pour cette démarche et sommes plus qu'heureux/ses de constater qu'il existe encore de grandes entreprises pour qui les valeurs éthiques et morales l'emportent sur le profit.

### En mémoire de Roland Gretler

Roland Gretler, un fidèle sympathisant du GSsA, nous a quitté à l'âge de 80 ans. Roland était surtout connu en tant que photographe et archiviste photographique et incarna durant toute sa vie la mémoire de la gauche et du mouvement pacifiste. Son action commune avec Niklaus Meienberger au musée local de Meilen en 1987, qui consista à photographier des douzaines de lettres du général Ulrich Wille, reste inoubliable. Le livre qui en résulte, *Die Welt als Wille und Wahn* (ndlt : Le monde comme volonté et délire) a grandement animé le débat autour de l'initiative que nous avons lancée un an auparavant. Nous adressons nos condoléances les plus sincères aux proches de Roland Gretler et le remercions vivement pour son engagement.

ACTIVISME

## «L'avenir appartient à la jeunesse»

Comment transmettre aux générations suivantes l'antimilitarisme et le pacifisme ? La jeunesse n'a pas d'autres choix que de s'engager! *Youniss Mussa*

« L'avenir appartient à la jeunesse ». Effectivement, il est nécessaire pour les jeunes d'être impliqués dans les décisions, notamment politiques, pour que nous puissions jouer un rôle d'actrices et d'acteurs dans la société de demain. Penser que le monde tourne tout seul, qu'un avenir meilleur se bâtit de lui-même, ou alors que les décisions prises par d'autres sont les meilleures, est dangereux. Plus que jamais, je crois que nous, la jeunesse, devons nous investir pour que notre société ne se fasse pas à l'image de nos pires cauchemars : une plus grande militarisation de notre pays, une participation plus importante au commerce de guerre, par la vente de matériel de guerre basée exclusivement sur la recherche de profit, une complaisance avec certains régimes dictatoriaux, la fin de la solidarité entre générations, la baisse des prestations publiques pour la population. Tout ceci n'est pas un mirage, mais un projet assumé par une droite décomplexée. Pour reprendre les mots de Stéphane Hessel, je crois qu'il est à la fois sain et nécessaire de garder l'aptitude à s'indigner. Indignons-nous !

En décembre dernier, nous avons perdu un militant exceptionnel : René Cruse. Cette per-

sonnalité attachante manquera. Ancien résistant durant la Deuxième Guerre mondiale, devenu par la suite pacifiste, il s'est beaucoup engagé dans la campagne pour l'abolition de l'armée en 1989. Antinucléaire et écologiste enflammé, toute sa vie a été au service de l'Autre. Témoin direct des atrocités de la guerre, c'est après avoir assisté à l'assassinat de deux jeunes soldats allemands désarmés que, traumatisé, il se tourne vers le pacifisme et l'antimilitarisme, entre autres avec le renvoi de son livret militaire lors de la guerre d'Algérie. Nous tenons à exprimer toute la reconnaissance pour le travail qu'il a accompli et la motivation qu'il nous a transmis au cours de sa vie. Que ce soit au GSsA, mais aussi au Groupe Sida Genève, à Elisa Asile, à solidaritéS, aux Jardins de Cocagne ou au journal Le Courrier. La liste est longue.

### La mémoire comme arme

Quand beaucoup pensent que le combat antimilitariste est dépassé, que l'heure est au réarmement ou au rejet de l'autre, souvenons-nous du combat de nos anciens. Je crois qu'il est de notre devoir à toutes et à tous de faire connaître notre idéal : l'abolition des armées dans le monde. Nous sommes fort-e-s quand nous nous faisons entendre ! Partagez nos idées, poussez vos ami-e-s, vos enfants, à nous rejoindre et à militer pour l'une des plus belles des causes : la Paix mondiale. L'avenir

se prépare dès aujourd'hui et pour qu'un jour le GSsA n'ait plus de raison d'exister, il faut assurer une relève. Quand nous observons l'augmentation des budgets militaires, le nombre de morts dans les guerres à travers le monde (500'000 par année), la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par Trump ou encore le tournant autoritaire de certains Etats croyant pouvoir imposer une décision au reste de l'Humanité, nous sommes sûr-e-s qu'il

ya encore beaucoup de sujets sur lesquels nous devons nous indigner, résister et nous battre. En ce qui concerne le GSsA romand, nous avons le plaisir d'annoncer qu'à partir de février, le secrétariat sera renforcé ! L'équipe aura comme objectif de terminer la récolte de signatures pour notre initiative fédérale contre le commerce de guerre, recruter une nouvelle génération de militant-e-s et amplifier notre visibilité. Nous serons aussi à l'avant-garde du combat contre l'achat de nouveaux avions de chasse. 2018 sera l'année du renouveau et de la mobilisation !

René Cruse et sa compagne Maryelle Budry



ARMÉE

## Le soi-disant déficit d'informations des femmes

La journée d'information de l'armée est encore facultative pour les femmes. Plus pour longtemps ! La direction de l'armée souhaite en effet mobiliser toutes les femmes pour une petite séance d'information. Son slogan? «Une journée dédiée à la sécurité de la Suisse». *Magdalena Küng*

Lors de son assemblée annuelle en mai, la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers (CG MPS) a donné le feu vert à l'élaboration d'un projet destiné à introduire une journée d'orientation obligatoire pour les femmes. Le but de cette mesure serait de couvrir le déficit d'information des femmes, qui ne sont apparemment pas au fait des nombreux avantages que le service militaire pourrait leur offrir. Cette journée d'orientation mettrait l'accent sur les nombreux et attractifs modèles de services, parcours de cadres et

possibilités professionnelles que l'armée propose. La protection civile et la Croix Rouge seront également mentionnées – mais la possibilité de faire le service civil semble être une pensée si désagréable pour la CG MPS qu'elle préfère ne pas donner d'informations à ce sujet. Cette stratégie devrait être mise en œuvre d'ici 2020.

### Des avantages pour les athlètes de haut niveau

Il est encore une fois surprenant de voir à quel point les cadres de l'armée sont résistants aux faits et à la réalité. Les sportifs et sportives de haut niveau ne sont de loin pas les seul-e-s à avoir remarqué que l'armée permettait de gravir assez simplement les échelons. Un exemple nous vient d'une biathlète qui, il n'y a pas très longtemps, se montrait reconnaissante d'avoir pu faire l'école de recrue pour athlètes de haut niveau. Si elle n'avait pas eu

cette possibilité, elle aurait probablement dû trouver un emploi à mi-temps durant les vacances d'été et n'aurait pas pu s'entraîner assez souvent. Qu'une grande partie des femmes en Suisse ne veuille pas se contenter d'avoir les mêmes possibilités que les hommes uniquement dans l'univers parallèle dominé par les tenues de camouflage ne semble pas faire sens dans une perspective militaire.

### But : plus de personnel de réserve

Promouvoir les femmes n'est de toute façon pas le but premier de cette journée d'information obligatoire. L'armée se dirige pas à pas vers l'implémentation du service militaire obligatoire pour les femmes, afin d'agrandir ses effectifs de réserve de personnel. L'armée n'arrête pas de répéter que c'est nécessaire afin de maintenir ses fonctions et devoirs. La population a néanmoins de moins en moins confiance en l'armée lorsqu'il s'agit de question de politique de sécurité. Rares sont les personnes qui croient encore qu'un nombre incalculable de chars et d'avions de chasse beaucoup trop chers contribuent effectivement à la stabilité de la Suisse. Même la meilleure séance d'information et les plus excitantes journées d'orientation ne pourront changer le fait que l'armée, dans sa forme actuelle, n'est tout simplement ni contemporaine, ni gardienne de la

paix. Le déficit d'information ne réside pas tant du côté des opportunités de formations et de carrières pour les femmes, mais plutôt du côté du manque d'explications sur la contribution de l'armée à la Suisse.

Informar les femmes sur les possibilités que leur propose l'armée n'est pas une erreur. Mais prétendre qu'une augmentation des effectifs mènerait automatiquement à une amélioration des dérivés au sein de l'armée revient tout simplement à enjoliver la réalité. Cette tendance à toujours vouloir présenter l'armée aux femmes comme étant le tremplin idéal pour leur carrière tout en fermant les yeux sur l'accentuation des inégalités entre hommes et femmes dans l'économie réelle est hypocrite.

### Toujours ce problème avec le service civil

Ce qu'on peine à faire entrer dans ce discours est l'acharnement constant de l'armée contre le service civil, où les femmes pourraient tout aussi bien y acquérir de l'expérience professionnelle, élargir leur horizon ou développer de nouvelles compétences. Et comme le service civil ne se voit pas contraint à s'expliquer grâce aux précieuses contributions qu'il offre, notamment dans la protection de la nature, la santé, le domaine social ou l'agriculture, le lobby militaire ne trouve souvent qu'un argument : toutes les personnes qui décident de faire le service civil sont trop fainéantes pour l'armée.

### Le GSsA reste à jour

(bs) En tant qu'un des plus anciens sites politiques suisses, [www.gsoa.ch](http://www.gsoa.ch) héberge des archives relativement complètes du mouvement pacifiste d'hier et d'aujourd'hui. 482 entrées dans le blog, 1435 articles de journaux, 616 communiqués de presse et 903 événements des 22 dernières années se trouvent sur notre site internet. Le titre de la plus ancienne entrée dans le blog est «Discussions autour du GSsA II» et date du 15 juin 1996. Le plus ancien numéro du journal du GSsA répertorié est le numéro 64, datant du 1er mai 1996. Ce n'est qu'à partir du 23 mars 1997 que nos communiqués de presse font leur apparition sur internet, le premier arborant le titre «OUI à l'interdiction d'exporter du matériel de guerre». A peu près dix ans plus tard, le 9 décembre 2006, on trouve le premier événement publié en ligne - le titre du premier week-end du GSsA était «La Suisse et la résistance antifasciste». Depuis peu, notre site a un nouveau design. Complet, sobre, beau. Merci beaucoup à Nina Regli pour le concept graphique, le design et le développement!

AVIONS DE CHASSE

## Arguments insensés

«Ce sont toujours les plus vulnérables qui souffrent». Cette analyse du ministre de la défense Guy Parmelin est, selon le contexte, juste. Sauf qu'il s'agit de sa campagne pour de nouveaux avions de chasse. Bienvenue en Absurdie! *Martin Parpan*

Ce fut un échec cuisant pour le lobby des armes et les militaristes lorsque le peuple a refusé l'achat des Gripen il y a un peu plus de quatre ans. Ce qu'ils avaient considéré comme étant impossible, ou du moins très peu probable, s'est néanmoins produit. Ueli Maurer avait commis toutes les erreurs possibles et imaginables lors de cette campagne, il n'y que peu de doutes là-dessus, et a donc lui aussi participé au crash métaphorique du Gripen. Il ne semblait pas avoir de stratégie, agissait de manière presque capricieuse, et plus la situation devenait serrée, plus il devenait clair qu'il manquait tout simplement de format pour pouvoir renverser la vapeur. Tous les regards seront donc tournés vers son successeur, Guy Parmelin, lors des prochaines discussions sur l'acquisition de nouveaux avions de chasse. Or ce dernier donne souvent l'impression d'être un peu perdu, n'est pas très charismatique et un peu trop sage. Mais Parmelin est conscient qu'un nouveau refus d'acquisition

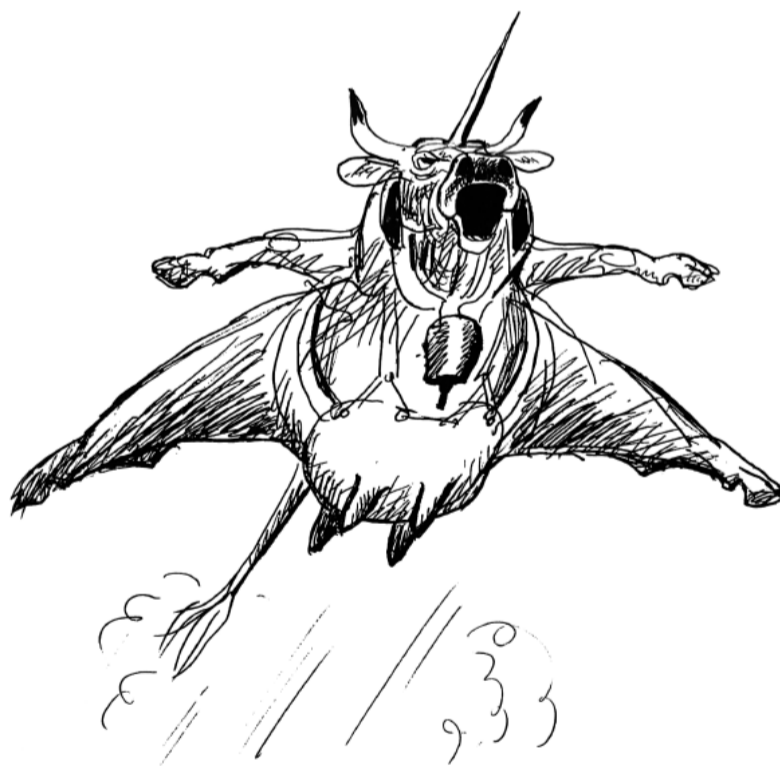
serait une catastrophe, tant pour lui que pour le DDPS. A l'époque des Gripen déjà, on nous avait averti qu'un «non» ferait de la Suisse une «maison sans toit», que l'armée serait incapable d'assurer la défense du pays, que le peuple ne se sentirait plus en sécurité, que les jours de la police aérienne seraient comptés et que l'économie serait en ruine. Surprise ! aucune de ces choses ne s'est produite. Les défenseurs de l'armée essaieront, cette fois encore, de faire croire à la population que l'acquisition des avions de chasses est un sujet existentiel pour nous tou-te-s. Dans une interview donnée l'année passée, Guy Parmelin a donné le coup de départ d'un débat du «tout ou rien». Pour ce faire, il a présenté la règle de trois suivante : Si la Suisse n'achète pas de nouveaux avions de chasse, il y aura une crise sécuritaire. Celle-ci freinera le développement économique, ce qui rendra impossible le financement des prestations sociales. Avec tout le respect que nous vous devons, Monsieur Parmelin, cette réflexion est du niveau d'une course de récré.

### Investissements néfastes pour l'économie

C'est un fait : les investissements dans des avions de chasse et dans l'industrie de l'arme-

ment en général n'ont pratiquement aucune valeur au niveau de l'économie. Au contraire, le commerce d'armes ne bénéficie qu'à très peu de gens alors que tout le monde doit le financer. Il est également avéré que les soi-disant opérations compensatoires avec lesquelles le lobby de l'armement tente à chaque fois de séduire le peuple ne fonctionnent pas non plus. Une chose est sûre : les milliards que l'on dépense pour ces avions manquent à d'autres endroits. L'innovation, l'éducation, la prévoyance vieillesse, l'efficacité énergétique, entre autres, en souffrent. Si l'on demande à une start-up pourquoi elle a choisi d'investir en Suisse, la réponse ne sera certainement pas en raison de son armée si bien équipée. La stabilité politique, les conditions économiques favorables, l'infrastructure, la qualité de vie et la formation des employé-e-s sont en revanche des éléments décisifs. Si l'on reprend la règle

de trois de M. Parmelin, les start-ups devraient dire que qu'un tel gaspillage de fonds publics rend les investissements durables plus compliqués, ce qui nuit effectivement à l'état social. Celles et ceux qui auraient à en souffrir seraient donc en effet, pour reprendre les mots du ministre de la défense, «les plus vulnérables». Dans l'interview susmentionnée, M. Parmelin a néanmoins fait une déclaration qui résiste au contrôle des faits: «l'argent ne tombe pas du ciel», voilà son constat d'une perspicacité éblouissante. Il ne faisait malheureusement pas référence aux avions de chasse mais au congé paternité. L'argumentation de M. Parmelin donne l'impression qu'il définit d'abord la conclusion et qu'il essaie ensuite de faire entrer de façon positive les avions de chasse dans sa ligne de raisonnement, ce qui ne fonctionne souvent que très mal et qui mène à des énoncés dénués de sens. Bienvenue en Absurdie!



Caricature de Hans Ulrich Steger, tirée du livre «Die Unschlachtbaren». Avec l'aimable autorisation de la maison d'édition Limmat.

68ARDS ET DÉFENSE SPIRITUELLE

## En Suisse, pensée antiautoritaire rimait avec pensée antimilitariste

La pensée antiautoritaire de mai 68 était intimement liée à l'antimilitarisme – en Suisse plus que dans d'autres pays européens. Une des raisons majeures était la dominance idéologique de la défense spirituelle, dont l'Armée en était le centre symbolique. *Josef Lang*

Lorsque le Conseil fédéral disait, en 1989, que «la Suisse n'a pas d'armée, la Suisse est une armée», il ne s'agissait alors que d'un vœu pieux. Qui était néanmoins la dure réalité jusque dans les années 60.

### «Vaillance = honneur»

La défense spirituelle du pays, pour laquelle la Suisse était une armée, comprenait plus que les effectifs militaires et l'armement. Il en allait de la supériorité nationaliste et de l'isolationnisme. L'imagerie dominante était celle de l'homme, du citoyen «vaillant et donc honorable» et de la femme politiquement «incapable de se défendre». Le récit prépondérant, et mensonge historique, était que la Suisse n'était ressortie sauve durant la seconde guerre mondiale que grâce à sa volonté de se défendre et non grâce à la collaboration avec les Nazis. A partir des années 1950, la Suisse bourgeoise compensait son manque d'antifascisme par un excès d'anticommunisme. Elle avait ainsi une sympathie particulière pour les États-Unis et une antipathie pour le Vietnam. La xénophobie toujours plus prononcée, étroitement liée à l'idéologie dominante, atteint son premier pic avec l'initiative Schwarzenbach, rejetée en 1970 avec 54% des voix.

Le mouvement de mai 68 a lutté de diverses manières contre la défense spirituelle et son «ciment suisse», titre d'un livre traitant cette époque : objection de conscience, protestations contre le «manuel de défense civile» jugé totalitaire et contre des recteurs et professeurs à la pensée militariste, résistance dans les écoles de recrues, débats historiques, initiative contre l'exportation de matériel de guerre, solidarité avec les immigrant-e-s et surtout avec le Vietnam. Le changement dans la perception de soi des hommes, qui a été exprimé par «de longs

cheveux à l'apparence féminine» comme le décrit un rapport militaire de 1970, est particulièrement significatif. Le fait que, soudainement, un grand nombre de femmes soient descendues dans la rue a également remis en question l'idéologie dominante.

### Les objecteurs de conscience annoncent un changement

Ce n'est pas une coïncidence si les premiers signes du changement ont un rapport avec l'armée. En 1966 déjà, le nombre d'objecteurs de conscience a commencé à augmenter de manière significative, passant d'environ 40 par année au début de la Seconde Guerre mondiale à 122, deux ans avant le début du mouvement de mai 68. Dans les années 1970, ce nombre monte à 331 et double encore pendant la décennie du GSsA. En 1971, les requêtes d'affectation au service non armé ont triplé pour atteindre 480. Les procès contre les objecteurs de conscience, souvent défendus par des figures connues comme Friedrich Dürrenmatt, étaient au centre de l'intérêt politique. En 1970, des enseignants au gymnase de Münchenstein ont lancé la première initiative populaire pour la création d'un service civil. Celle-ci ressemblait plutôt à une suggestion et sa forme finale présentée au peuple en 1977 était une telle catastrophe que

la gauche et le Conseil suisse pour la paix ne pouvaient plus la soutenir. Elle n'a finalement obtenu que 37.6% des suffrages.

En 1969, le «manuel de défense civile», que la Confédération fait parvenir à tous les ménages, cause une dispute importante. La gauche, les intellectuels et les Italiens y sont traités de «rongeurs». L'autorisation de publication donnée par le président de l'Association suisse des éditeurs a mené à la dissolution de cette dernière et à la création du «Groupe d'Oltén». Cette même année, l'initiative «pour l'interdiction des exportations d'armes» est lancée sur proposition du Conseil suisse pour la paix. Elle obtendra le soutien de 49.7% de la population en 1972. Le fait que des canons Bührle avaient été utilisés pour tirer sur des avions de la Croix Rouge durant la guerre du Biafra (1967-1970) avait fortement perturbé les gens. Mais sans climat pacifiste amené par le mouvement de mai 68, un aussi bon résultat n'aurait pas été possible.

En 1971, c'est à l'intérieur de l'armée, plus précisément dans les écoles de recrues, que les gens s'agitent. Entre 1972 et 1974 ont lieu plusieurs grèves de soldats, des récoltes de signatures interdites, des procès militaires et des manifestations de solidarité. Des comités de soldats soutiennent les comités dans les casernes depuis l'extérieur, qui se montaient

à environ une douzaine en 1974. Le 9 novembre 1972, lors du 40ème anniversaire de la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, qui avait coûté la vie à 13 antifascistes, 3000 personnes ont manifesté contre l'armée et les déploiements intérieurs.

Le succès du film *La fusillade du traître Ernst S.* de Richard Dindo et Niklaus Meienberg montre à quel point les choses ont changé à la fin des années 60 et au début des années 70. Le reportage de Meienberger publié en 1973 et le documentaire sorti en 1975 ont pour thème l'exécution d'un soldat de Suisse orientale qui avait fait parvenir quatre obus d'artillerie et un obus perforant à un agent Nazi. Les réalisateurs attirent l'attention sur le fait que Georg Bührle et les Conseillers fédéraux sympathisants des forces de l'Axe s'en sont sortis indemnes. Le film a été projeté dans des centaines de lieux et a provoqué d'importants débats.

### Cheveux longs et droit de vote des femmes

La position du Conseil fédéral sur le droit de vote des femmes en 1957 montre à quel point l'appartenance à l'armée et la citoyenneté étaient intimement liés jusqu'en 1968 : «Comme seul l'homme est apte à porter des armes, lui seul peut être en droit de voter et d'élire des représentants. Le fait que le cercle de la Landsgemeinde dans les deux cantons d'Appenzell était réservé aux citoyens armés d'une épée montre à quel point cette idée est encore présente dans nos pensées.» En 1959, deux tiers des hommes se sont prononcés contre le droit de vote des femmes – douze ans plus tard, le résultat était exactement inversé.

Dans la Suisse d'avant mai 68, le lien entre soldat et masculinité était aussi fort que celui entre l'armée et la défense. Ceci explique pourquoi la mode des hommes aux cheveux longs comme symbole du refus des hommes à adhérer aux valeurs militaires était plus fort en Suisse qu'ailleurs en Europe. Ce n'est pas un hasard non plus si, en 1971, les hommes ont été prêts à donner le droit de vote aux femmes après avoir commencé à se laisser pousser les cheveux.



Des personnes aux cheveux longs accompagnant l'objecteur de conscience André Froidevaux à la prison de Zoug le 24 février 1974.

## Widerspruch n°70 : Militarisation, guerre et paix

Le nouveau numéro du magazine *Widerspruch* a pour thème la militarisation, la guerre et la paix - petite discussion *Lewin Lempert*

Dans son article «La paix en tant que valeur universelle», Andreas Zumnach souligne l'importance du droit international, qui se voit de plus en plus souvent contourné dans les guerres et conflits actuels. La guerre contre le terrorisme («war on terror») joue un rôle prépondérant dans le contournement de la convention internationale des Nations Unies de 1945. Zumnach aborde également

la possibilité de mener une guerre nucléaire, un tabou brisé par le président américain Donald Trump qui a atteint «un niveau dangereux et sans précédent».

L'article de Josef Lang complète l'image esquissée par Zumnach. Depuis la guerre des Balkans, illégale au regard du droit international, l'OTAN a constamment ignoré l'ONU et la Société des Nations. Le résultat est un «néomilitarisme global» qui a pour but de sécuriser les sources et routes de transport des matières premières au Proche et Moyen-Orient, de se défendre contre l'arrivée de migrant-e-s et de protéger sa propre armée

contre les coupes budgétaires. Cette évolution continue jusqu'à aujourd'hui, notamment parce que la gauche européenne n'a pas encore trouvé de solution contre ce nouveau renforcement du militarisme. Afin de garantir une politique de paix durable, une autorisation expresse de l'ONU est obligatoire.

Finalement, Magdalena Küng et Michael Christen discutent campagne de désinvestissement en Suisse, mais également dans le contexte international. Un des thèmes principaux de leur article est l'initiative contre le commerce de guerre.

En résumé, ces trois articles, ainsi que beau-

coup d'autres contributions intéressantes, donnent une bonne vue d'ensemble sur la politique de paix actuelle. Zumnach et Lang présentent un point de vue historique ainsi qu'une perspective pour le futur, tandis que Küng et Christen montrent ce qui peut être fait concrètement.

Vous pouvez commander le numéro du magazine *Widerspruch* pour CHF 20.- au lieu de CHF 25.- en envoyant un mail à [gsoa@gsoa.ch](mailto:gsoa@gsoa.ch).

«CYBERGUERRE»

## Déclarer la guerre devient simple comme bonjour



Un des aspects les plus dangereux de la discussion autour de la «cyberguerre» est la militarisation rampante de domaines centraux de notre société. La «cyberguerre» est le rêve de tout militariste souhaitant atteindre son but et faciliter l'entrée en guerre. *Adi Feller*

Le domaine «cyber» se développe très rapidement, les termes et conséquences sont souvent peu clairs. Dans une époque d'attaques de drones quotidiennes sans déclaration de guerre, à partir de quand peut-on réellement parler de guerre? Et pourquoi le rôle de l'armée est-il si central dans ce domaine? Ce sont les institutions civiles qui sont responsables de protéger les infrastructures cruciales, le but n'étant pas d'envoyer un soldat dans chaque entreprise afin qu'il y monte la garde. La digitalisation toujours plus complète de notre vie quotidienne inspire des sentiments de peur et d'une menace omniprésente qui s'apparentent fortement à de la terreur. Beaucoup de gens ne savent pas ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. L'armée utilise ce manque d'information à ses fins, lui permettant de se légitimer et s'immiscer dans plus de domaines de la société. Elle prétend nous protéger d'une nouvelle menace dont elle n'est même pas capable de se protéger elle-même. L'idée qu'une cyberattaque soit simple comme bonjour et qu'elle puisse être menée sans que quiconque ne s'en aperçoive

rend ce sujet encore plus problématique. Quel soldat ne rêve pas d'une arme de première frappe qui passe inaperçue? Il est presque impossible de savoir dans quelle mesure des cyberattaques ont été utilisées dans les guerres ou la préparation de guerres. Certaines armées utilisent des éléments de la cyberguerre avant une attaque conventionnelle.

### Un précédent

Un exemple type est le bombardement d'un réacteur nucléaire en cours de construction en Syrie par l'armée israélienne en 2007, l'«Operation Orchard». Israël a réussi à s'infiltrer dans les systèmes informatiques de la défense aérienne syrienne et à leur faire croire que l'espace aérien était désert pendant que des avions de chasse israéliens traversaient le pays afin d'aller détruire le réacteur. Sans cette diversion, ils n'auraient pas osé attaquer. La démarche d'Israël aurait pu provoquer une réaction de la part de la Syrie. Or les deux pays ont préféré taire l'incident. Il ne faudra pas attendre longtemps avant que d'autres attaques semblables soient observées.

Le développement concret en Suisse semble être assez insignifiant à première vue, mais le discours est intéressant. Dans le domaine de la «cyberguerre», l'armée suisse se présente de façon ouvertement agressive, comme si nous étions dans la phase de «défense offensive» de la Guerre froide. Selon Guy Parmelin, l'armée possède les moyens de mener une

cyberguerre de façon offensive et serait prête à s'en servir. Le but serait d'attaquer des adversaires en dehors du territoire suisse. Ces capacités offensives ne fonctionnent probablement pas encore, mais pour une armée que ses sympathisants décrivent toujours comme une armée de défense, ce changement de paradigme est surprenant et même inquiétant.

### Des attaques sans conséquences?

Les cyberattaques font beaucoup de promesses : pouvoir attaquer anonymement et paralyser l'infrastructure et les systèmes d'armes

ennemis. Reste à savoir si cela est vraiment possible. Mais imaginons que l'on promette à certains chefs d'État la possibilité de donner l'ordre d'attaquer sans que cela ait de conséquences sur elles et eux car les armes (nucléaires) de l'ennemi auraient été préalablement rendues inoffensives grâce à une cyberattaque. Il est bien possible que le mythe de la cyberguerre soit plus puissant que les possibilités réelles. Mais nous ne devrions pas sous-estimer ces mythes et l'impact qu'ils peuvent avoir sur la réalité. L'avenir nous en dira plus.



«CYBERGUERRE»

## Des antivirus remplacent les obusiers blindés

L'armée veut utiliser plus de ressources pour la cyber-défense. Cela ne sert pas à grand-chose, mais au moins les antivirus ne tuent personne. *Andreas Weibel*

Les représentants de tous les partis politiques, de droite comme de gauche, font demande sur demande pour que l'armée se concentre plus sur les menaces provenant d'internet. En juin dernier, Guy Parmelin a signé le «Plan d'action cyber défense». Parallèlement, des motions exigent la création d'un nouveau centre de compétence pour la cybersécurité et une organisation militaire de cyberdéfense. Une cyber-école de recrues devrait être lancée cette année. «Cyber» est le mot d'ordre – bien que personne ne sache vraiment ce qu'il implique.

### Embrouillamini des termes

Une des raisons en est le nombre important de définitions du terme «cyberguerre» : l'armée devrait-elle d'abord se protéger elle-même ou également les particuliers? Le but premier est-il la défense? Ou l'armée devrait-elle

pouvoir prendre activement des mesures? Le piratage d'un site constitue-t-il déjà un acte de cyberguerre? S'agit-il également de la conduite de la guerre de l'information et de l'influence sur l'opinion publique à travers des états étrangers? Est-ce qu'il s'agit de surveiller les citoyens et citoyennes?

Il n'est que peu réaliste, et peu désirable d'ailleurs, que l'armée doive protéger toutes les entreprises et tous les particuliers. Les utilisateurs et utilisatrices n'ont pas besoin de soldat-e-s pour leur dire d'utiliser de bons mots de passe, de mettre à jour leur antivirus régulièrement et de ne pas ouvrir de pièces jointes suspectes. Si les cas s'avèrent plus complexes, la responsabilité revient aux autorités civiles, la direction de l'armée en est consciente.

En ce moment, il ne s'agit pas non plus de mener des guerres de l'information, et la surveillance des citoyens et citoyennes fait l'objet d'une toute autre discussion. Les idées concernant les capacités offensives du DDPS sont, lorsqu'on y regarde de plus près, plutôt

inoffensives. Si l'armée en venait toutefois à vouloir utiliser des «cyber-armes» comme des chevaux de Troie, il faudrait alors fermement s'y opposer.

### Un pare-feu ne peut pas tuer

Ce qui reste est un développement des systèmes de défense de l'armée-même. Suite au vol de données plus que gênant à la RUAG, presque personne ne peut nier qu'il y a là quelques lacunes à combler. Alors que faut-il en penser?

«L'armée, ça tue, ça pollue et ça rend con». Voilà un des slogans du GSsA en Suisse romande. Cela vaut aussi, dans une moindre mesure, pour la cyberguerre. Les antivirus, les pare-feu et les attaques par déni de services distribués (appelées aussi DDoS) ne tuent pas. Les cyberattaques désastreuses sur des centrales nucléaires ou des barrages relèvent de la science-fiction : il est facile de protéger des infrastructures cruciales d'attaques de hackers, si l'on veille à ce qu'elles soient physiquement déconnectées d'internet et qu'elles n'aient

pas d'interface qui pourrait être attaquée. L'infrastructure informatique a bien entendu aussi besoin de ressources naturelles, mais si l'on peut économiser des bataillons de chars et des avions de chasse, c'est la nature qui en ressort gagnante. Et l'armée se gardera bien de dégoûter ses cyber-recrues et ses spécialistes en informatique par du drill insensé. Pouvons-nous donc nous réjouir de l'attention que l'armée porte au cyberspace? Bien sûr que non, car l'argent dépensé pour les offensives informatiques du DDPS pourrait être utilisé à bien meilleur escient. Mais chaque grenade, chaque obusier blindé, chaque mortier auquel on renonce au profit d'un(e) cyber-spécialiste, est un risque de sécurité en moins. Ce qui restera finalement de la cyber-offensive du DDPS, nul ne peut le dire, car le DDPS ne sait pas encore d'où viendront les spécialistes nécessaires compte tenu de la pénurie de compétences. Et qui préférerait travailler pour le DDPS plutôt que d'accepter une offre lucrative et intéressante de Google ou d'une start-up?

DRONES TUEURS

# Comment terroriser

**Des drones tueurs sont déployés quasi quotidiennement par les États-Unis en Afrique et au Moyen-Orient. Lors de ces attaques, d'innombrables civil-e-s sont tué-e-s et des populations entières sont effrayées et intimidées. Un regard différent sur le terrorisme. Adi Feller**

Depuis que George W. Bush a déclaré la guerre au terrorisme («war on terror»), les effectifs de drones américains sont passés de 50 à plus de 8000. Mis à part les drones servant uniquement à la reconnaissance, toujours plus de drones équipés de missiles sont ajoutés à l'inventaire. Ceux-ci sont employés dans un grand nombre de pays contre lesquels les États-Unis ne sont pas officiellement en guerre, notamment le Pakistan, le Yémen, l'Afghanistan, la Libye et la Somalie. Ces drones sont dirigés depuis les États-Unis, souvent par des employé-e-s d'entreprises de mercenariat, et le signal est renforcé par une station à Rammstein, en Allemagne. Les drones sont stationnés sur des bases militaires en Afrique et au Proche Orient. Souvent, les Américains ne communiquent pas qui seront les cibles de ces attaques, l'une des raisons étant qu'un des plus importants détenteurs de drones, à part l'armée américaine, est la CIA, qui agit en secret.

Les Américains ne sont pas les seuls à utiliser des drones armés. Jusqu'à présent, seuls la Grande-Bretagne et Israël venaient s'ajouter à cette liste, mais de plus en plus de pays les rejoignent. Et les victimes ne sont pas seulement les «cibles» définies auparavant, mais souvent également des civil-e-s, parfois même toute un banquet de mariage. Ces cibles sont d'une part des personnes très concrètes, et d'autre part des «signature strikes», c'est-à-dire des mouvements suspects de téléphones mobiles. Bien entendu, le gouvernement américain ne divulgue pas volontairement ces

informations. Ils proviennent en premier lieu de documents fuités publiés, par exemple, dans le livre *The Assassination Complex* du journaliste américain Jeremy Scahill.

## D'innombrables victimes civiles

En juin 2016 et après de nombreuses critiques, le gouvernement Obama a finalement publié des informations au sujet des victimes de ces programmes d'assassinats ciblés. Elles indiquent jusqu'à 116 civil-e-s tué-e-s entre 2009 et 2015 (sans l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie). Les recherches du «Bureau of Investigative Journalism» (BIJ) montrent que ces chiffres s'élèveraient plutôt à 649 voire à 1444 (209 à 289 de ces victimes seraient des enfants). Ces chiffres prennent en compte les attaques de drones au Pakistan à partir de 2004, en Afghanistan à partir de 2015, au Yémen à partir de 2002 et en Somalie à partir de 2007. Ils sont basés sur des informations officielles données par les gouvernements, les forces armées concernées ou au moins trois agences médiatiques ou non-gouvernementales différentes. Ces chiffres sont déjà bien assez effrayants en soi, et il est malheureusement probable qu'ils ne comprennent pas toutes les victimes civiles. Dans son livre *Töten per Knopfdruck* (ndlt : Tuer en un clic ; Traduction non-officielle, car ce livre n'a pas été traduit en français), le journaliste autrichien et afghan Amran Feroz raconte que certaines régions du Pakistan et de l'Afghanistan ne sont que très difficilement accessibles aux journalistes, aux œuvres caritatives et même à l'ONU. C'est justement dans ces régions que les attaques de drones sont fréquentes, et donc jamais rapportées. Le journaliste a interviewé des villageois-es de plusieurs provinces afghanes dont les parents, les frères ou les enfants ont été victimes d'attaques aériennes. En n'utilisant que ces fragments de récits, le journaliste arrive à un total de plusieurs

douzaines de victimes civiles qui ne figurent pas dans les registres officiels. Un exemple : un vendeur de légumes qui se rend dans le village voisin est tué par un missile en route. Sa famille le retrouve et doit l'enterrer. Selon les villageois-es, il n'était pas en contact avec des activistes et n'était certainement pas un combattant lui-même. Il était le principal soutien financier de sa famille et il a tout simplement été tué par un missile. Il ne s'agit là que d'un des nombreux récits terrifiants mais malheureusement fréquents en Afghanistan et au Pakistan.

Mais ça ne s'arrête pas là : Lorsque deux travailleurs humanitaires, un Américain et un Italien, ont été tués par une attaque de drones au Pakistan, Barack Obama s'est excusé et les familles recevront environ un million de dollars en guise de compensation. Mais lorsque les victimes font partie de la population locale, il n'y a ni excuses, ni dommages et intérêts et pas de réponses, ce qui est d'autant plus insultant pour leurs familles.

Lors de ces attaques, des avions de production suisse jouent un rôle important. Les U-28, qui sont des Pilatus PC-12 modifiés, servent à collecter les données à partir desquelles les attaques de drones sont menées (en particulier les «signature strikes»). L'Air Force Special Operations Forces Command de l'armée américaine possède environ 30 de ces avions, l'armée afghane 18 (cf. Article dans le Journal du GSsA n° 112).

## Le rôle d'Obama

L'ancien président américain et lauréat du Prix Nobel de la Paix avait une grande responsabilité dans ce programme d'assassinats ciblés. Tandis que les démocrates (et Obama lui-même) avaient grandement critiqué l'emploi de drones par George W. Bush, ces critiques se sont majoritairement tues lorsqu'Obama a repris les mêmes pratiques. Il a non seulement repris la politique de son prédécesseur, mais l'a surtout renforcée. Les soi-disant «kill-lists» sont soumises au président pour signature. Il décide donc seul de

ces peines de mort extrajudiciaires. Cette démarche se moque du droit international et des droits humains. Il n'y a ni présomption d'innocence, ni procès, ni jugement, mais tout simplement une décision, prise sur le sort d'un être humain et qui entraîne souvent la mort de civil-e-s.

## Qui sème la terreur, récolte la terreur

Que ce soit justement le président américain récompensé par le Prix Nobel de la Paix qui est responsable de la plus grande extension d'une guerre non-déclarée de l'histoire américaine est une triste ironie de l'histoire. N'oublions pas qu'il avait également promis de fermer Guantanamo – une promesse non tenue. Il ne faut pas s'attendre à ce que Trump restreigne l'emploi de drones. Une importante industrie privée qui entretient et opère ces drones s'est établie à côtés des entreprises d'armement. De plus, le gouvernement est habitué à pouvoir mener des attaques militaires un peu partout dans le monde sans craindre un grand nombre de soldats blessés. Il n'est donc pas étonnant que les pays occidentaux, et surtout les États-Unis, ne soient pas perçus comme porteurs de démocratie et de paix, puisqu'ils utilisent les mêmes moyens terroristes que les milices et autocrates locaux. Il n'est pas non plus étonnant que l'assassinat de personnes innocentes mène à la radicalisation et à une haine croissante de l'Occident. Les terroristes islamistes utilisent souvent les attaques de drones américaines pour légitimer leurs actes.

Pour finir, imaginez-vous le scénario suivant : un missile explose quelque part en Suisse, mettons dans l'Emmental. Des personnes sont tuées – un vendeur de légumes ou toute une réception de mariage. Les familles des victimes demandent des explications à la police et au Conseil fédéral, mais n'en reçoivent pas. Aucun renseignement sur la raison de la mort de leurs proches. Presque personne n'a vu l'objet volant dans le ciel, mais il peut réapparaître n'importe où et à tout instant pour apeurer les gens. Les terroriser.



U.S. Air Force photo/Staff Sgt. Brian Ferguson

## SECRETARIAT

## Changements au sein du secrétariat

L'année 2018 verra quelques changements au sein de l'équipe du secrétariat. Deux personnes nous rejoindront et nous devons malheureusement dire au revoir à trois secrétaires. *Michael Christen*

Notre secrétaire **Basil Schöni** nous a quitté en novembre dernier pour pouvoir se concentrer pleinement sur ses études. Basil n'a pas travaillé très longtemps au sein du secrétariat à Berne, mais durant cette courte période, il a été un membre important de notre équipe, en particulier pendant la phase de préparation et de lancement de l'initiative contre le commerce de guerre. De plus, Basil était responsable du nouveau site du GSsA et nous a aidé à mettre à jour notre système informatique. Nous espérons que sa plume politique acerbe restera encore longtemps au journal du GSsA. Merci beaucoup pour ton engagement, Basil!

A Zurich, c'est **Sebastian Büchler** qui a fait ses adieux fin janvier. Sebastian aimerait également pouvoir se concentrer pleinement sur ses études. Il a travaillé au secrétariat pendant deux ans et a apporté une aide précieuse à la

préparation du lancement de l'initiative contre le commerce de guerre. De plus, Sebastian nous a aidé à créer un groupe régional à Saint-Gall et a exercé son rôle de vice-responsable des finances de façon très compétente. De temps en temps, cet ancien cuisinier nous amenait du pain fait maison ou un délicieux repas de midi. Tu nous manqueras, Sebastian! Il y a également du changement dans l'air à Genève, où notre secrétaire de longue date, **Amanda Gavilanes**, nous a quitté fin décembre 2017. Amanda a travaillé chez nous pendant près de cinq ans. En tant que secrétaire politique, Amanda était une des figures cen-

trales lors de la fusion du GSsA et de la GSsA en 2015. De plus, Amanda a dirigé plusieurs campagnes en Suisse romande, dont la campagne contre la nouvelle caserne à Genève. Elle nous quitte pour relever de nouveaux défis professionnels, pour lesquels nous lui souhaitons bonne chance. Merci beaucoup pour ton engagement, Amanda!

**Agrandissement du secrétariat à Genève**  
Dans le cadre d'une restructuration des secrétariats du GSsA, nous avons décidé de renforcer notre présence en Suisse romande. Dans cette optique, nous avons le plaisir d'accueillir chaleureusement deux nouveaux membres dans notre secrétariat de Genève : **Muriel Waeger** et **Julien Repond**. Muriel vit à Fribourg

et sera un lien important entre la Suisse allemande et la Suisse romande. Elle n'a que récemment quitté son poste de vice-présidente de la Jeunesse Socialiste suisse et amène avec elle un grand savoir-faire politique et, surtout, une bonne portion d'engagement. Muriel a fait des études de mathématiques et d'histoire et se porte candidate, en 2018, au Grand Conseil du Jura bernois, son lieu d'origine.

Julien Repond vit à Genève, où il a également terminé un master en économie sociale. Il a acquis beaucoup d'expérience dans le domaine des campagnes politiques grâce à son poste de Campaigner au sein du PS Suisse et en tant qu'assistant politique du mouvement Ensemble à Gauche au Grand Conseil genevois. Il a également fait un stage journalistique au journal Le Courrier. Nous nous réjouissons de lire ses contributions dans les prochains numéros du journal du GSsA!

Nous nous réjouissons d'entamer l'année 2018 avec une plus grande équipe et souhaitons la bienvenue au nouveau et à la nouvelle secrétaires au sein de l'équipe du GSsA. Nous ne souhaitons que le meilleur pour le futur à celles et ceux qui nous quittent et tenons à les remercier pour leur engagement en faveur d'une politique de paix antimilitariste.



Muriel Waeger



Julien Repond

**GREGOR.**

**Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse**

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.  
www.facebook.com/gregor.gewehr



### Impressum

**Rédaction :** Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg, responsable), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Youniss Mussa (ym), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Judith Schmid (js), Tobia Schnebli (ts), Basil Schöni (bs), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office.  
**Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

**Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

## Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Feuilles de signature A5 (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Autocollants (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Frais de port					Fr. 4.80
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail